Histoire de la diplomatie et des relations internationales au XIX^e siècle

Yves Bruley

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ashp/2668>

DOI : 10.4000/ashp.2668

ISSN : 1969-6310

Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2018

Pagination : 309-314

ISSN : 0766-0677

Référence électronique

Yves Bruley, « Histoire de la diplomatie et des relations internationales au XIX^e siècle », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [En ligne], 149 | 2018, mis en ligne le 11 juillet 2018, consulté le 03 août 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ashp/2668> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ashp.2668>

HISTOIRE DE LA DIPLOMATIE ET DES RELATIONS INTERNATIONALES AU XIX^e SIÈCLE

Maître de conférences : M. Yves BRULEY

Programme de l'année 2016-2017 : I. *Introduction à l'histoire de la diplomatie au XIX^e siècle.*
— II. *Le « Concert européen » : recherches sur la diplomatie multilatérale au XIX^e siècle* (suite).

I. *Introduction à l'histoire de la diplomatie au XIX^e siècle*

Selon l'usage adopté pour cet enseignement, la première partie de l'année (de la rentrée en octobre aux vacances de Noël) est consacrée à des sujets méthodologiques et historiographiques, de façon à proposer, tant aux étudiants de master qu'aux auditeurs libres, une introduction à l'histoire de la diplomatie au XIX^e siècle.

Celle-ci s'est déroulée en deux temps.

Après une présentation de l'histoire des Archives diplomatiques françaises et des grandes séries qui les composent, les premières séances ont été consacrées à la naissance de l'histoire diplomatique au XIX^e siècle, discipline nouvelle dont la formation et l'évolution ont été resituées dans leur contexte intellectuel : comment elle se distingue ou s'inspire de l'histoire philosophique et de l'histoire romantique (Guizot, Taine, Tocqueville, etc.) ; comment surtout elle hérite de l'histoire érudite et de ses développements au cours du siècle – notamment à l'EPHE où l'histoire diplomatique apparaît dès 1880 avec les conférences de Gabriel Hanotaux sur la politique extérieure de Henri IV. Dans ces séances, ont été commentés des extraits d'historiens du XIX^e siècle ayant écrit sur la diplomatie, dont la plupart ont appartenu, à un titre ou à un autre, au ministère des Affaires étrangères. Ce fut le cas de Gaëtan de Flassan¹, de Bignon², d'Édouard et d'Armand Lefebvre³, d'Auguste Mignet⁴, de

1. Gaëtan de Raxis de Flassan, *Histoire générale et raisonnée de la diplomatie française, depuis la fondation de la monarchie jusqu'à la fin du règne de Louis XVI, avec des tables chronologiques de tous les traités conclus par la France*, Paris, chez Lenormant, 1809, 6 volumes ; 2^e édition en 1811 en 7 volumes avec un « discours préliminaire ».
2. Ancien diplomate sous l'Empire, député libéral sous la Restauration, resté fidèle à la défense de l'œuvre diplomatique napoléonienne. Baron Bignon, *Histoire de France sous Napoléon*, 1838, 10 vol. L'auteur s'interrompt en 1812.
3. Édouard Lefebvre fut diplomate sous l'Empire, puis historiographe du ministère des Affaires étrangères en 1816, chargé par le duc de Richelieu d'écrire une histoire diplomatique de l'Empire. Il mourut en 1828 avant d'avoir publié. Son fils Armand, diplomate lui aussi, qui finira directeur des Affaires politiques au Quai d'Orsay sous le Second Empire et conseiller d'État, prend la relève de son père et publie trois volumes à la fin de la Monarchie de Juillet : Armand Lefebvre, *Histoire des cabinets de l'Europe pendant le Consulat et l'Empire, écrite avec les documents réunis aux Archives des Affaires étrangères. 1800-1815, 1845-1847*. En fait, Armand Lefebvre s'interrompt en 1808, et son fils Édouard Lefebvre de Béhaine, diplomate lui aussi et futur ambassadeur, poursuivra en 1866 l'ouvrage du père et du grand-père par une édition complétée, où figure en introduction une « notice » de Sainte-Beuve lui-même, très louangeuse pour cette singulière dynastie de diplomates historiens.
4. L'historien libéral, ami de Thiers, est directeur des Archives du ministère des Affaires étrangères pendant toute la Monarchie de Juillet. Il profite de cette position pour publier de savants ouvrages sur

Louis de Viel-Castel⁵, bien sûr d'Albert Sorel⁶, sans oublier toute la première génération de la Société d'histoire diplomatique à la fin du siècle. Frédéric Masson méritait une mention particulière, puisque cet historien, avant de devenir l'écrivain académique si populaire pour ses ouvrages typiques de la « petite histoire » (*Napoléon et les femmes*, etc.), a été employé de la direction des Archives du Quai d'Orsay, où il s'est montré historien méticuleux, érudit, savant : son *Histoire du département des Affaires étrangères sous la Révolution* (1877) est un ouvrage fondateur, car Masson a été le tout premier à marier histoire diplomatique et histoire administrative – en cela, il est un lointain précurseur du travail qui se fait à l'EPHE dans le cadre de cette maîtrise de conférences.

Les transformations de l'histoire diplomatique en histoire des relations internationales au cours du xx^e siècle sont déjà bien connues. L'accent a donc été mis de préférence sur l'une des évolutions historiographiques actuelles⁷, par laquelle la diplomatie *stricto sensu* devient un objet d'étude : recherches sur les diplomates eux-mêmes et la Carrière, sur les formes de négociations, sur la prise de décision diplomatique, sur les pratiques et les « outils » diplomatiques, sur les champs d'action de la diplomatie, et bien entendu sur le ministère des Affaires étrangères, son histoire politique et administrative⁸. C'est en effet dans ce courant que s'inscrit l'enseignement proposé ici.

Dans un second temps, l'« introduction à l'histoire de la diplomatie au xix^e siècle » a pris la forme d'une série de séances chronologiques sur la diplomatie française depuis le Consulat jusqu'aux débuts du Second Empire. La politique étrangère de la France ayant beaucoup varié selon la nature des régimes successifs, il s'est agi de proposer une problématisation et une grille d'analyse propres à chacun de ces régimes politiques. Pour le Consulat et l'Empire : la diplomatie napoléonienne fut-elle révolutionnaire ou correspond-elle malgré tout au retour d'un certain « classicisme » ? Pour la Restauration : la diplomatie des Bourbons fut-elle une diplomatie conservatrice, voire contre-révolutionnaire ? Pour la monarchie de Juillet : la diplomatie de Louis-Philippe, de Thiers et de Guizot a-t-elle cherché la paix à tout prix, au prix même des principes libéraux et du prestige de la France ? Pour la Deuxième République : a-t-on pensé, conçu, conduit une diplomatie proprement républicaine ? Pour

la politique européenne de Louis XIV. Il fut en même temps secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques.

5. Louis de Viel-Castel, *Histoire de la Restauration*, 1860-1978, 20 vol. Diplomate dès 1818, sous-directeur puis directeur des affaires politiques au ministère des Affaires étrangères sous la II^e République, démissionnaire après le 2 décembre 1851, puis membre de l'Académie française. Frère d'Horace, le célèbre et vipérin chroniqueur de la vie parisienne sous le Second Empire.
6. Ancien attaché à la direction politique à la fin du Second Empire, puis professeur d'histoire diplomatique à l'École des sciences politiques dès sa fondation en 1872, membre de l'Académie des sciences morales et politiques et de l'Académie française, Albert Sorel a exercé un véritable magistère sur l'histoire et la pensée de la diplomatie, pendant toutes les premières décennies de la Troisième République. Son grand chef-d'œuvre est *L'Europe et la révolution française*, paru de 1885 à 1904 en 8 volumes. Voir Yves Bruley, « Albert Sorel, histoire de la diplomatie et diplomatie de l'histoire », essai paru en tête de la réédition de *L'Europe et la Révolution française*, Paris, Bibliothèque des Introuvables, 2003.
7. Robert Frank (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, PUF, 2012 (Le nœud gordien).
8. Jean Baillou (dir.), *Les affaires étrangères et le corps diplomatique français*, Paris, Éditions du CNRS, 1984, 2 vol. Et plus récemment Yves Bruley, *Le Quai d'Orsay impérial. Histoire du ministère des Affaires étrangères sous Napoléon III*, Paris, Éditions A. Pedone, 2012.

les débuts du Second Empire : le second empereur des Français pouvait-il être admis parmi l'Europe des monarques sans renoncer aux principes d'inspiration napoléonienne ? Pour chaque séance, ont été proposés des documents commentés et, bien sûr, une bibliographie.

Arrivé ainsi au milieu du XIX^e siècle, il a été possible de reprendre le thème du « Concert européen » là où il avait été laissé en juin 2017, c'est-à-dire aux lendemains du congrès de Paris de 1856.

II. Le « Concert européen » : recherches sur la diplomatie multilatérale au XIX^e siècle

S'inscrivant dans l'axe de recherche de l'équipe Saprat « Histoire de la négociation », la seconde partie de l'année a été consacrée à la présentation de recherches sur la diplomatie multilatérale au XIX^e siècle – autrement dit, à la définition de ce qu'on appelle ordinairement le « Concert européen ».

Rappelons que la difficulté – et l'intérêt historique – de l'expression de « Concert européen » est qu'elle est employée dans des sens différents selon les historiens. Pour les uns, dans le sillage de Duroselle et de Renouvin, le Concert européen n'est qu'une *pratique diplomatique* : c'est la diplomatie multilatérale, les congrès et conférences, telle qu'elle s'est pratiquée entre 1814 et 1914. Pour d'autres, principalement autour de Georges-Henri Soutou⁹, le Concert européen s'entend beaucoup plus largement et désigne un *système international*, celui de l'Europe à partir du congrès de Vienne jusqu'à la Grande Guerre, et même d'une certaine façon jusque dans l'entre-deux-guerres.

Le projet de ces conférences est de partir de l'histoire du Concert européen dans sa définition restreinte et sceptique – une *pratique diplomatique* – et de voir jusqu'où l'histoire de cette pratique révèle les contours d'un *système*. L'étude érudite de la diplomatie multilatérale, dans son fonctionnement, sa naissance, ses échecs, son essor, ses avatars au cours du siècle, met-elle en lumière les équilibres entre les puissances, l'existence de pratiques et de règles juridiques communes, le partage d'un certain nombre de valeurs ? En somme, permet-elle de dégager les caractères et surtout les évolutions d'un véritable système international ? Loin de vouloir déboucher sur une théorie des relations internationales qui prendrait le XIX^e comme un « bloc », l'ambition est plutôt d'aboutir à une périodisation plus fine de l'histoire de la diplomatie au XIX^e siècle.

Il s'agit de la deuxième série de conférences sur ce thème, traité au cours de l'année 2015-2016 pour la période allant du congrès de Vienne (1814-1815) au congrès de Paris (1856), et qui sera poursuivi dans les deux années qui viennent jusqu'au traité de Versailles – pour son centenaire – et à la naissance du multilatéralisme institutionnalisé avec la SDN. Il s'agit d'explorer les pratiques diplomatiques de négociations collectives ou de concertation entre grandes puissances, sous diverses formes

9. Georges-Henri Soutou, *L'Europe de 1815 à nos jours*, Paris, PUF, 2007 (Nouvelle Clio) ; pour une présentation synthétique de son interprétation : Georges-Henri Soutou, « Concert européen, système européen, ordre européen », dans Robert Frank (dir.), *Pour une histoire des relations internationales*, Paris, PUF, 2012, p. 566-568.

– congrès, conférences, négociations informelles multilatérales –, qu’il s’agisse de sujets politiques ou techniques. Y compris lorsque le Concert européen a échoué, c’est-à-dire lorsqu’un congrès européen ou une conférence internationale envisagée, projetée ou simplement exigée par telle puissance, n’a finalement pas pu avoir lieu. En effet, les échecs de cette nature sont assez nombreux, à l’époque, dans les questions de nationalités (Italie, Pologne, Allemagne), alors même que, pour les questions orientales, les succès ont été bien plus fréquents, ce qui est en soi un sujet d’analyse essentiel à l’histoire du Concert européen.

Les conférences de l’année 2015-2016 avaient permis de relativiser l’interprétation historique de Paul Schroeder¹⁰, qui voyait dans le Printemps des peuples et surtout dans la guerre de Crimée le déclin du Concert européen. Au contraire, les années 1850, et tout spécialement le congrès de Paris de 1856, apparaissent comme un véritable apogée du Concert européen.

Les premières séances de cette année ont logiquement été consacrées à la question du sort des Principautés danubiennes. Le traité de Paris du 30 mars 1856 avait en effet remis à une commission européenne le soin de déterminer le statut futur des principautés de Moldavie et de Valachie, que la guerre de Crimée avait libérées de l’occupation et du protectorat de la Russie. Ces deux principautés seront-elles unifiées en une seule entité, autonome sous une tutelle plus symbolique que réelle de l’Empire ottoman, et sous la garantie collective des grandes puissances européennes ? La question de l’unification n’ayant pas fait consensus au congrès de Paris, il y fut décidé de recourir à une consultation des populations locales, appelées à élire des « divans *ad hoc* » qui exprimeraient leur vœu : unité roumaine ou maintien de deux principautés distinctes ? Cette grande « première » dans l’histoire des rapports entre démocratie et diplomatie s’est accomplie, après bien des difficultés, en 1857, par l’élection quasi-démocratique de divans, en Moldavie et en Valachie, qui ont exprimé le vœu d’unité des deux principautés. Une commission européenne composée de diplomates des grandes puissances s’est réunie à Bucarest pour recueillir ce vœu et l’a transmis à une conférence internationale réunie à Paris en 1858. Mais au sein de cette conférence, la position unioniste défendue depuis toujours par la France s’est trouvée isolée, et le Concert européen a invalidé le choix des divans roumains. Finalement, l’élection en janvier 1859 d’un même homme, le colonel Cuza, comme hospodar de Valachie et de Moldavie, a permis un retournement de situation totalement inattendu. Les unionistes l’ont ainsi finalement emporté contre la volonté du Concert européen, qui avait pourtant été à l’origine même de la consultation des populations locales trois ans plus tôt... On comprend que l’épisode roumain ait été étudié en détail ici, tant il illustre à la fois un apogée de l’histoire du Concert européen (débat du congrès de Paris ; consultation des populations ; formations d’une commission européenne puis d’une conférence internationale, etc.) et les premiers signes de son affaiblissement comme de son impuissance face à la question des nationalités (de laquelle relève évidemment la question de la Roumanie).

10. Paul W. Schroeder, *The Transformation of European Politics 1763-1848*, Oxford, Clarendon Press, 1994.

Il convenait d'étudier alors le Concert européen dans la question italienne, et d'abord les conditions de l'échec du congrès européen dont les préparatifs étaient très avancés, au printemps 1859, lorsque la guerre austro-piémontaise a éclaté. Il s'en est fallu de très peu que le Concert européen ne s'emparât ainsi des problèmes italiens, et c'est le choix du gouvernement autrichien d'entrer en guerre au plus vite, qui a empêché cette tentative de compromis par la diplomatie. Après la campagne de Lombardie et le traité de Zurich (1859), un second projet de congrès européen a été élaboré ; les convocations étaient sur le point d'être lancées, lorsque la question des duchés d'Italie centrale a fait tout échouer. Nouvelle tentative infructueuse du Concert européen pour réguler les aspirations italiennes à l'indépendance nationale et à l'unité. Finalement, cette unité s'est faite en 1860 contre le Concert, et même contre la France de Napoléon III qui avait pourtant donné l'impulsion décisive en 1859.

Congrès introuvable, encore une fois, dans la question polonaise (1863), mais pour des raisons bien différentes. L'analyse des propositions françaises de concertation collective, en 1863, qui aurait porté non seulement sur la Pologne mais sur toutes les questions pendantes, a mis en lumière le contraste entre les questions occidentales et orientales. Pour les premières, l'absence de consensus a favorisé les projets les plus audacieux d'unifications nationales mais aussi a abouti plus souvent à la guerre qu'à la paix. Pour les secondes, au contraire, le Concert européen s'est montré d'une réelle efficacité dans les années 1860. Une séance a été consacrée au Liban (intervention française en 1860, mais aussi commission européenne chargée de négocier le futur statut de la Montagne au sein de l'Empire ottoman). Deux séances ont porté sur les questions balkaniques (négociations sur la Serbie, sur le changement de dynastie en Grèce en 1863, sur la question des insurrections en Crète et des réformes du statut de l'île). Une séance a porté sur la question très particulière du statut du Danube. La navigation sur ce fleuve international ayant été libéralisée par le traité de Paris de 1856, une commission européenne a été alors constituée. Son fonctionnement est intéressant car les pouvoirs qui lui ont été délégués par l'Europe étaient à la fois limités géographiquement (les embouchures du fleuve) et très étendus juridiquement (une quasi-souveraineté dans cet espace). Il s'agit de l'un des actes de naissance de la diplomatie multilatérale technique, dont l'un des aspects les plus riches consiste alors dans la mise en place de négociations sur les lignes télégraphiques en Europe.

Malgré les résultats contrastés du Concert européen dans les années 1860, le sentiment général, à l'époque, est que le « Progrès », qui prend alors les aspects les plus variés, concerne *aussi* les relations diplomatiques, et que la concertation internationale en est l'une des dimensions les plus frappantes. Quelques textes, de diplomates ou de juristes, ont permis d'illustrer cette croyance, très optimiste et propre à la décennie 1860, à l'avènement d'une nouvelle ère dans les relations internationales.

C'est à une illustration de cette évolution culturelle qu'a été consacrée la dernière conférence de cette année, intitulée « utopies diplomatiques ». En reprenant une recherche menée dans les fonds de l'École des Beaux-Arts, le maître de conférences a comparé les Grand-Prix de Rome d'architecture de 1841 et 1869 qui portaient sur des projets d'ambassade de France. La vision du lauréat en 1841, comparée à celle de son successeur en 1869, près de trente ans plus tard, montre une profonde évolution de l'idée que l'on se fait d'une ambassade et de la diplomatie en général. Autant le projet

de 1841 est celui d'une ambassade-citadelle, à la fois obsidionale et conçue dans un style néo-classique déjà exsangue, autant le projet de 1869 illustre une conception beaucoup plus ouverte et moderne de la diplomatie exprimée dans un style totalement différent. À l'occasion de cette séance, le maître de conférences a pu ainsi exposer l'interprétation de l'architecture diplomatique qu'il avait proposée et publiée dès 2002¹¹, recourant aux notions rhétoriques d'atticisme et d'asianisme pour distinguer ces deux architectures – interprétation que l'un des spécialistes les plus en vue de l'histoire de l'architecture du XIX^e siècle s'est appropriée depuis¹², sans citer sa source.

11. Yves Bruley, « L'ambassade idéale au XIX^e siècle : étude comparative des prix de Rome d'architecture de 1841 et 1869 », *Livraisons d'histoire de l'architecture et des arts qui s'y rapportent*, n° 4, 2002, 2^e semestre, p. 9-26.

12. *Le Quai d'Orsay. Ministère des Affaires étrangères*, Paris, Éditions internationales du patrimoine, 2014, p. 50.